



Nous venons d'apprendre hier soir un décès brutal hier soir d'un agent du site du 15ème arrondissement Beuret qui survient après celui du collègue travaillant sur le même site durant la tuerie dans la salle de concert du Bataclan.

Deux agents de la Direction générale des douanes sont décédées dans ces attentats dans la rue de Charonne Paris 11ème, le 13 novembre 2015.

Nous demandons au président du CHS-CT et à toute l'équipe de direction de mettre tous les moyens possibles pour permettre aux collègues qui le souhaitent de s'adresser sur leur site à une cellule psychologique qui puisse les aider à surmonter ces événements tragiques.

Déclaration liminaire des représentants CGT au C.H.S-C.T. de Paris du 19 novembre 2015

Monsieur le Président du CHS-CT Paris,

Le CHS-CT de Paris s'ouvre aujourd'hui dans un contexte de tristesse et de désarroi face aux violents attentats qui ont ensanglanté Paris et Saint Denis. Nous tenons à témoigner de notre soutien et de notre solidarité à l'ensemble des familles touchées par cette tragédie. Nous saluons la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publiques qui montrent en chaque circonstance leur engagement au service des populations.

Pleinement conscients des dangers et des risques que font courir ces criminels, nous mettons en garde contre le peu d'efficacité de l'état d'urgence et des dangers graves qu'il comporte contre les libertés publiques, notamment la liberté syndicale, dans un contexte déjà marqué par une forte répression anti-syndicale.

Il y a effectivement peu de chances qu'un terroriste kamikaze prêt à se transformer en bombe humaine puisse être dissuadé de commettre son crime par la perspective de perdre la nationalité française.

Un des fondements de notre démocratie, la liberté syndicale, ne doit pas être affaibli au nom... de la démocratie ! Il ne peut, également, être question de brider la contestation des politiques antisociales, que le gouvernement continuerait de mener comme si de rien n'était, au nom de la lutte contre le terrorisme ; ce d'autant plus que la précarité et l'exclusion sociale en sont le terreau.

Nous refusons de renoncer au droit de défendre les intérêts des salariés. Nous savons apprécier par nous-mêmes les circonstances dans lesquelles nous pouvons appeler ou non à manifester ou se rassembler et nous entendons continuer à procéder de la sorte.

Les syndicats des finances publiques (solidaires, cgt et fo) réaffirment plus que jamais

leurs revendications et leur engagement pour un service public, fiscal, économique et foncier de qualité. Ils reportent la grève prévue le 18 novembre et appellent les collègues à rester prêts à se mobiliser pour exiger :

- un moratoire sur les restructurations en cours et de véritables discussions sur l'avenir des services
- davantage de moyens humains et budgétaires
- une véritable reconnaissance de nos qualifications
- de meilleures conditions de travail

Dans ce contexte d'attentats, la Cgt Finances demande un état des lieux pour l'ensemble des directions relevant du CHS-CT Paris. La Cgt finances publiques Paris s'est adressé dès lundi 16 novembre au directeur de la DRFiP pour demander des mesures de prévention. Nous rappelons notre demande d'un état des lieux sur les conditions d'accès aux centres des finances publiques et reproduisons ici ce que nous avons écrit dans la liminaire du CHS-CT du 5 février : *"Nous souhaitons savoir combien de gardiens concierges travaillent sur les sites des finances ? Nous vous rappelons que nous dénonçons la disparition de ces emplois indispensables et au contraire revendiquons leur maintien et leur réimplantation là où ils n'existent plus. Nous souhaitons connaître les contrats de surveillance avec des sociétés prestataires existants à Paris ? Nous vous rappelons que la CGT ... estime que ces missions doivent être remplies par des agents du service public.*

Sur l'ensemble des sites, quels sont les différents types d'accès aux immeubles (accès libre, badge d'accès, digicode, etc.) et quelles sont les modifications programmées ou envisagées.

Nous ne sommes pas partisans du tout caméra, celles-ci n'empêchant pas les vols ou les agressions. Néanmoins, il est légitime pour les représentants de personnels d'avoir une cartographie des caméras installées, ainsi que des dispositifs d'alarme anti-intrusion".

Nous souhaitons connaître également les sites ne disposant pas d'une 2ème sortie distincte de l'entrée principale.

En ce qui concerne la Douane à Paris et en Ile-de-France, au vu des tragiques attentats du vendredi 13 novembre 2015, la CGT demande que l'Administration prenne de véritables mesures à la hauteur des dangers menaçant la population et en particulier les agents des douanes et des usagers.

En effet, malgré les attentats tragiques de janvier 2015, l'Administration continue son travail de sape et de destruction des effectifs et des services douaniers, par l'intensification du PSD, limitant ainsi la portée et l'efficacité des missions douanières.

En conséquence, la CGT Finances demande :

* Un renforcement massif des moyens humains et matériels voués à l'exercice de nos missions, lesquelles sont essentielles dans la lutte contre le financement des réseaux terroristes par exemple .

Bien entendu , la CGT souhaite que cette lutte se fasse dans le respect des libertés collectives et individuelles.

Certes le président de la République a annoncé la création de 1000 postes de douaniers, mais sans préciser à quelle période, ni le type, la spécificité, la localisation, ni la répartition de ces postes.

Ces effets d'annonces nous paraissent insuffisants au vu de l'ampleur de la catastrophe de ces derniers jours.

* Un accompagnement indispensable de celles et ceux qui ont été victimes directes ou indirectes de ces attentats.

* Un droit à l'information en tant réel et en toute transparence (agents et organisations syndicales) s'agissant des notes administratives, consignes, mesures de sécurité).

* A l'instar des autres administrations des Finances publiques , nous souhaitons connaître les éventuels sites ne disposant pas d'une 2ème sortie de secours distincte de l'entrée principale.

En outre nous souhaiterions savoir si des exercices de "repli" sur ces secondes sorties de secours ont été effectués et les mesures à prendre si cela n'a pas été fait.

Nous aborderons les autres points à l'ordre du jour durant le cours de la séance.

Nous saluons l'arrivée d'une nouvelle assistante de prévention pour la DRFiP et lui souhaitons la bienvenue. Néanmoins, l'effectif affecté à la prévention a encore diminué malgré nos interventions répétées et l'engagement de la DgfiP lors d'un précédent CHS-CT ministériel passant pour la DRFiP de 4 à 3.

Une véritable politique d'amélioration de conditions de vie au travail n'est possible que dans le cadre d'une politique interrompant les réorganisations incessantes de service accompagnant les suppressions d'emploi. C'est pourquoi, la journée de grève prévue lors de la convocation du comité technique de réseau le 18 novembre, n'est pas annulée mais reportée.

Pour La CGT Finances au CHS-CT Finances Paris
Fabrice Egalis Laurent Grangerac Marie José Lascaud
Nathalie Brenière Jamel Mazouzi Laurence Normand